

Seul le texte prononcé fait foi

EMBARGO : 24 avril 2009

17h00

Conférence d'examen de Durban

Observations finales

Déclaration de la Suisse

Monsieur l'Ambassadeur Dante Martinelli

Représentant permanent de la Suisse auprès des organisations internationales

Genève

Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève

Genève, le 24 avril 2009

Monsieur le Président,

La Conférence d'examen de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée va clore ses travaux dans quelques instants et la Suisse considère que nous pouvons tous être satisfaits du résultat.

Nous avons adopté par consensus un texte de compromis qui nous permettra maintenant de progresser dans la lutte contre le racisme non seulement au niveau global, mais concrètement au niveau national. Le texte confirme la conviction, que les droits humains, sans exception aucune, appartiennent à tout individu en raison de sa condition d'être humain, quels que soient la couleur de sa peau, sa nationalité, ses convictions politiques ou religieuses, son statut social, son sexe ou son âge.

La Suisse se félicite que le document final comprenne des avancées par rapport à 2001, en exigeant notamment que la lutte contre le terrorisme respecte les droits humains et en particulier le principe de non discrimination, que les Etats protègent les employés de maison migrants, et qu'ils adoptent des dispositions pénales ou civiles pour éradiquer les formes multiples et aggravées de discrimination. Il est positif que ce document souligne le rôle essentiel de la liberté d'expression, de la démocratie, des réseaux d'information, de l'éducation aux droits humains et d'un système judiciaire compétent, indépendant et impartial. Le document reconnaît enfin l'importance cruciale de la prévention et appelle les Etats à s'engager davantage et à investir plus dans l'éducation et la formation.

Il est essentiel que la communauté internationale dans sa très large majorité ait pu se mettre d'accord sur la manière d'aborder des questions tels que les génocides, l'Holocauste, les tragédies du passé, le colonialisme, l'esclavage, la liberté d'expression et les limites à celle-ci, les travailleurs migrants et la discrimination à l'égard des femmes. Toutes ces questions sont aussi de véritables enjeux de société, des enjeux sensibles dans le dialogue entre nos civilisations, des enjeux historiques dans les relations nord-sud. Nous jetons ainsi des bases solides pour le travail de mise en oeuvre qui nous attend maintenant.

Monsieur le Président,

Le déroulement des négociations, puis le déroulement de la Conférence nous ont démontré à quel point le débat peut être émotionnel sur ces questions : Nous n'avons pas seulement négocié la question de la liberté d'expression et des limites qui peuvent être posées à celle-ci lorsque intervient une incitation à la haine raciale ou religieuse : nous l'avons vécu en direct pendant la conférence elle-même, et certains d'entre nous ont réagi sur le vif. Des voix extrémistes se sont exprimées, mais elles se sont retrouvées isolées. Ce compromis est donc une victoire des modérés et du droit international.

Cette victoire nous la devons beaucoup à Youri Boïtchenko de la délégation russe, au courage de certaines délégations, à la ténacité d'autres, à l'engagement de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et de ses collaborateurs et au final à la volonté politique de tous les participants.

Je voudrais conclure en soulignant le rôle majeur qu'a joué la société civile dans les négociations préparatoires et durant la Conférence elle-même, avec plus de 100 interventions. Elle a aussi joué un rôle considérable en dehors des travaux eux-mêmes, tant avant la Conférence, pour nous alerter sur les risques qu'elle comportait, pour nous faire part de ses vues sur le déroulement de celle-ci et sur le texte négocié: Tel est bien le rôle des organisations non gouvernementales et mon pays se félicite que Genève ait pu accueillir durant cette semaine tant de conférences et de débats, de manifestations, qui se sont déroulées dans le calme et dans l'esprit qui correspond à cette Conférence d'examen contre le racisme.

Enfin, je vous remercie Monsieur le Président d'avoir guidé nos travaux durant toute cette semaine.

**CLOSING REMARKS BY SOUTH AFRICA ON BEHALF OF THE AFRICAN
GROUP AT THE DURBAN REVIEW CONFERENCE
GENEVA, 24 APRIL 2009**

Mr President
High Commissioner for Human Rights
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

I have the honour to make the following statement on behalf of the African Group at the close of the Durban Review Conference.

We thank the President of the Conference, HE Mr Amos Wako, for his excellent stewardship of the Conference process, the UN Secretary-General for his attendance and the UN High Commissioner for Human Rights, Mrs Navi Pillay, for her leadership role as Secretary-General of the Conference. We also express our appreciation to the Chair of the PrepCom and the Main Committee, Mrs Najat Al-Hajjaji, Vice-Chairperson Rapporteur, Chair of the Credentials Committee and members of the Bureau. Furthermore, we wish in particular to thank Mr Yury Boychenko, Chair of the Intersessional Working Group (ISWG) and the Drafting Committee, for his sterling efforts in coordinating the process of negotiations on the outcome document adopted by the Conference on 21 April 2009. We commend all parties who made significant concessions to help the conference to succeed and adopt a consensual document.

This Conference has reaffirmed the continued validity of the Durban Declaration and Program of Action (DDPA) as a platform to combat all scourges of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, and emphasised the need to ensure the continued implementation of the DDPA.

The Conference has raised to prominence a number of issues, viz., contemporary manifestations of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, in particular incitement to religious hatred, the need to protect human rights when countering terrorism, and the importance of acknowledging the permissible limitations of the right to freedom of expression under international human rights law. The Conference has also mandated the inter-governmental process within the framework of the Human Rights Council to explore possibilities to strengthen and enhance the anti-racism machinery through the Durban follow-up mechanisms to implement the DDPA.

Mr President,

The preparatory process has been fraught with challenges. We commend those who remained engaged in the process until its conclusion and have become partners in its consensual outcome. We express our concern at those who have opted to withdraw or **intentionally** not be represented at the highest possible level after ongoing threats to lower the visibility of the Conference, and **after** they fully negotiated the text to make it a consensual one.

We express concern at the manner in which some parties chose to articulate their opposition to the statement by a sovereign Head of State. Similarly, it is also a matter of grave concern that the safety of a Head of State and other dignitaries

was put at risk by the highly inadequate security measures to screen people who entered the Assembly Hall. The African Group strongly recommends that this issue be addressed as a matter of urgency to prevent future occurrences.

The African Group is gratified that the NGOs and civil society have effectively participated in this preparatory process, as we believe that the role of NGOs who speak on behalf of the victims is pivotal in this process.

Our vision should be to make a tangible change in the lives of the victims of racism and intolerance. The African Group remains ready to implement the outcome of the Conference with our partners and is convinced that this can be achieved. Such an outcome however is only possible with the necessary political will and the widest possible participation from all stakeholders.

We call on all parties to recommit to the spirit of multilateralism and to the centrality of the UN for addressing racism as one of the important priorities of the international system in a cooperative and concerted manner, and that this Conference is only one step of a continuing process in which all should join their efforts to make this world a better place for all.

I thank you.